

Histoires tchéchènes

Olga MARKOVSKAIA *

Dans un récent sondage d'opinion proposé aux Russes, à la question : "Recevrez-vous les réfugiés Tchétchènes chez vous ? ", 78, 5% ont répondu «Non». La guerre non-déclarée continue dans le Caucase. Les victimes sont les femmes, les enfants, les personnes âgées. Qui a donné l'ordre de les bombarder? Cette question semble rester sans réponse...

«Je m'appelle Zarha. Je suis née au Daguestan je suis mariée avec Ahmed qui habitait en Tchétchénie». Les témoignages des réfugiés commencent comme ceci.

En 1995 la guerre a éclaté, au début tout doucement, et tout le monde croyait qu'elle finirait au bout de quelques jours, que la Russie mettrait de l'ordre dans la république qui ne voulait plus obéir et que tout irait comme avant. Les premières bombes sont tombées...

«En novembre 1995, notre village a été encerclé par les troupes de la fédération russe. Des hélicoptères militaires étaient prêts à bombarder notre village. Selon les informations obtenues par les Russes les résistants tchéchènes se trouvaient dans le village. Le village a

été frappé par les forces aériennes et terrestres. On nous a accordé une demie-heure pour quitter nos maisons» commence Ahmed. *«Nous avons quitté notre village et nous sommes allés à pied à la république voisine Daguestan»,* ajoute Zahra.

A cette époque les réfugiés étaient déjà nombreux, comme aujourd'hui. *«Près du poste de douane, il faisait noir de monde. La file d'attente avec des voitures, les bus, les camions atteint 10-15 kilomètres. Le contrôle des voitures prend des heures. Beaucoup de femmes avec des enfants, il y a beaucoup de nourrissons. Si on demande d'où viennent tous ces gens on peut établir la carte des bombardements. Dans la plupart des cas on bombarde des cibles civiles».* Le dernier bombardement a obligé Zarha, Ahmed et leurs enfants à quitter la Tchétchénie.

«A la frontière avec le Daguestan (village de Gerzel), les responsables locaux des affaires intérieures nous ont demandé nos certificats de réfugiés, que nous n'avions pas. Le pot de vin a arrangé cette affaire et nous sommes arrivés au village le plus proche de la frontière, Khamavurt. (Ahmed)

Pour Ahmed, ce n'était pas la terre d'asile définitive, il est Tchétchène et il pense qu'il doit agir. Au bout de 10 jours, Ahmed quitte le Daguestan et retourne en Tchétchénie où la guerre gagne du terrain, pour la campagne électorale. Malgré les difficultés, la campagne électorale a eu lieu. En janvier 1996, Ahmed rejoint sa famille au Daguestan. Il n'arrête pas d'expliquer aux Tchétchènes l'importance de la victoire de Zavgæev, la victoire qui d'après lui apportera la résolution des conflits, la paix, qui arrêtera les massacres. Il insiste, il ne cherche pas le profit personnel, il suit ses pensées. Zavgæev n'a pas pu accomplir son programme électoral. Retenu dans l'aéroport de Khankaly par les militaires Russes, il n'a pas pu avoir aucune influence sur les événements en Tchétchénie.

Ceux qui comptaient sur cette victoire de raison, les gens simples comme Ahmed, se sont retrouvés seuls. Ils se sont rassemblés entre eux, les anciens Afghans (comme on les appelait à l'époque), car ils ont combattu en Afghanistan dans les années 80. Maintenant la guerre est venue sur leur terre et ils cherchent à trouver la bonne solution. Mais laquelle ?

La guerre prend de l'ampleur. En 1996, le gazoduc du village de Pervomaïskaia a été détruit par une explosion. Les deux républiques de Tchétchénie et du Daguestan se sont retrouvées sans gaz ni électricité, les chemins de fer ont été bloqués. En hiver les conditions de vie au Daguestan sont très difficiles. «*Toute la journée on cherchait du bois pour se chauffer et de la nourriture*», raconte Zarha. Les enfants étaient mal nourris, malades... En Août 1996, le gouvernement du Daguestan a pris la décision d'expulser de son territoire tous les réfugiés.

«*Au mois de mai 1997, ma famille a décidé de retourner chez nous, en Tchétchénie*», continue Zarha. «*En rentrant dans notre village nous n'avons trouvé qu'un amas de ruines à la place de notre maison. Il fallait se préparer pour l'hiver et construire quelque chose pour vivre*».

Mais ce problème était «mine» par rapport à la situation politique de Tchétchénie qui ne cessait de s'aggraver. La république s'est partagée en groupe et en clans. Les gens qui soutenaient Zavgaev à l'époque étaient désapprouvés et poursuivis. Pour eux il n'y avait pas de place en Tchétchénie, ils devaient être juger selon les lois de la charriâ. L'extrémisme religieux a remplacé la démocratie.

Finalement, même les gens comme Ahmed, qui étaient contre

la guerre et qui participaient vivement à la campagne anti-terroriste se sont retrouvés coupables aux yeux des Russes. Ahmed a partagé ce destin avec son peuple, il était séparé par la force de sa famille. Seulement au bout de 6 mois, en corrompant les surveillants, il a pu rejoindre sa femme et ses enfants. Puis il a décidé de quitter le pays où il n'y avait plus de place pour lui.

«*En novembre, j'ai quitté la Tchétchénie avec mes enfants et je suis allé à Daguestan*», dit Zarha. «*Mon fils était en état de choc et il avait besoin d'aide médicale. Jusqu'en mars 1998, je n'avais aucune nouvelles de mon mari, je ne savais même pas s'il était en vie. Jusqu'au printemps on m'a gardé dans un sous-sol et on m'a nourri une fois par jour. Nous étions 5 prisonniers. Au mois de Mars le gardien m'a proposé de fuir contre une somme d'argent très importante*».

Au mois de septembre, Zarha et Ahmed partent pour Moscou chez l'ami d'Ahmed. C'était très dangereux, car il n'avait pas de carte d'identité. Tous les papiers lui ont été confisqués quand il était en captivité. Quand la première possibilité s'est présentée, il a envoyé sa famille à l'étranger. Ahmed n'a pas pu partir avec elle.

A Moscou, la «guerre» non déclarée continue. Maintenant, c'est la guerre de la population moscovite et des autorités contre les gens de «nationalité caucasienne». Ce

terme signifie le mépris des gens qui ont les traits typiques du Caucase : cheveux bruns, forme du nez, couleur de la peau. Ils sont arrêtés partout, dans le métro, dans les rues. On vérifie leurs papiers, on leur pose des questions indiscretes, on les chasse des magasins, de la gare... Moscou a trouvé un «bouc émissaire» avec ces «bandits tchetchènes».

Avec beaucoup de difficultés, Ahmed a finalement rejoint sa famille, en France. Mais les épisodes de cette histoire ne sont pas finies...

Maintenant, c'est la France qui refuse l'asile politique à cette famille, au motif que les preuves ne sont pas suffisantes, qu'il en faut d'autres. La famille n'a pas d'aide sociale, ni de logement... Les événements en Tchétchénie encore aujourd'hui, que l'on ne peut pas qualifier de stable et paisible, ne sont-ils pas suffisants pour donner à cette famille le droit de vivre ?

* Traductrice-interprète,
ADATE, Grenoble